

LA SUISSE OU LES BANQUES

Non, la Suisse ET les banques!

Dans une tribune volontairement provocatrice, «*La Suisse ou les banques*» (B&F n°108 de mars-avril 2011), le Conseiller national socialiste Roger Nordmann s'en prend à notre place financière, qu'il présente comme un secteur parasite à supprimer. Voici un autre point de vue pour les lecteurs de Banque&Finance.



Directeur,
Genève Place Financière

bernard@geneve-finance.ch

Comme beaucoup de ses collègues de parti, Roger Nordmann embraye sur UBS pour décrier la place financière suisse, oubliant qu'elle ne se limite pas à cette seule banque. Si cet établissement a été momentanément ébranlé du fait de ses errements américains dans les subprimes, il ne représente cependant qu'une partie de l'ensemble de notre place financière.

Le secteur financier helvétique existe depuis des dizaines, voire des centaines d'années, et fournit des services légitimes et appréciés à des clients étrangers et suisses. Il convient de s'en réjouir. Roger Nordmann semble satisfait des pressions que la Suisse a subies de la part de certains voisins, sans se soucier des motivations concurrentielles d'autres places qui se sont autoblanchées aux yeux de l'OCDE, alors que leur pratique dans la lutte anti-blanchiment, ou dans l'échange d'informations fiscales, laisse à désirer et est inférieure au niveau helvétique.

Roger Nordmann déplore que la Suisse dispose d'un secteur financier fort, concurrentiel sur le plan international et générateur de 530 000 emplois directs et indirects (!), fournissant une part substantielle (88 milliards de francs) de la création de valeur de notre pays, sans parler des recettes fiscales directes (14 milliards de francs) conséquentes alimentant les caisses publiques. Roger Nordmann est d'avis que la matière première de la place financière est le franc suisse. Croire que seule une monnaie expliquerait que Zurich et Genève sont aux 8^e et 9^e rangs des places financières globales dénote le peu d'estime qu'il éprouve pour l'expérience et les compétences du personnel financier (les 237 000 collaborateurs concernés apprécieront!).

Roger Nordmann regrette que la Suisse ait une inflation très basse et une fiscalité concurrentielle, mais pas un déficit budgétaire béant, comme nombre de pays étrangers qui paient amèrement leur laxisme budgétaire historique. Ce défaut présumé (ne serait-ce pas une vertu?) est attribué au lobby financier, et non à la sagesse et à la volonté du peuple suisse!

Roger Nordmann veut faire croire que la place financière surfe sur le franc fort. Il oublie que la finance est aussi un secteur d'exportation, qui souffre tout autant de la cherté du franc.

Arguments pseudo moralisateurs

Roger Nordmann prend des libertés avec les faits, lorsqu'il laisse entendre que notre pays pourrait n'offrir qu'une monoculture financière comme au Liechtenstein. Sait-il que plus de 70% de l'activité économique de notre voisin n'est pas financière? En Suisse, cette part monte à 88%! Il est donc absurde de dépeindre une monoculture financière et de laisser entendre, de surcroît, que nous souhaitons la disparition des hautes écoles, des start-ups, des PME, du tourisme ou de l'agriculture (!?). Roger Nordmann aborde le sujet des headquarters de multinationales en rapport avec l'aménagement du territoire. Mais cette problématique réelle est sans lien avec la place financière, de tels établissements étant liés au secteur industriel.

Roger Nordmann évoque les hedge funds et se demande s'il y a un intérêt fiscal à les héberger. Il semble apparemment mieux informé que nos autorités cantonales. Rappelons que ces sociétés sont peu nombreuses, ne représentent que quelques centaines d'emplois (à Genève), mais versent des montants d'impôts très élevés. De nombreux responsables cantonaux des finances souhaiteraient sans doute héberger de telles sociétés. Précisions qu'à Genève, 40% des impôts versés par les entreprises proviennent de la finance (près de 60% pour la ville de Genève!). Les parts versées par les employé(es) du secteur aux impôts sur le revenu et sur la fortune ne sont sans doute pas en reste. A l'heure où nombre de pays développés sont inquiets de leur avenir économique et de leur capacité à offrir des emplois attractifs à leur population, Roger Nordmann devrait plutôt se réjouir que la Suisse dispose de quelques secteurs locomotives, telle la finance, lui permettant de tenir un rang appréciable dans la concurrence internationale, tout en irriguant par leurs dépenses, achats et impôts d'innombrables PME, entreprises locales et associations.

La conséquence d'être un pays relativement prospère est donc de permettre à certains de se draper d'arguments pseudo moralisateurs (qui réjouissent nos concurrents), peut-être porteurs sur le plan électoral, mais nullement en matière d'alternative crédible et justifiée. ■